

Grande-Bretagne : Développer le syndicalisme de terrain – Troublemakers

Toutes les versions de cet article : [\[English\]](#) [français]

mercredi 6 août 2025, par [CONWAY Terry](#), [LAWRENCE Liz](#)

« Troublemakers at Work » est un réseau de militants syndicaux qui organise chaque année une conférence et des réunions consacrées à l'organisation syndicale, en mettant l'accent sur le travail de terrain mené par des militants non professionnels. Il traite de questions telles que la manière de créer un syndicat sur son lieu de travail.

Sommaire

- [Relier les luttes économiques](#)
- [Défendre l'égalité et les \(...\)](#)
- [Un nouveau parti de gauche ?](#)
- [Perspectives](#)

Au Royaume-Uni, si les syndicats se sont maintenus dans le secteur public et dans quelques pans du secteur privé, ils subissent depuis des décennies la pression de lois antisyndicales, de la croissance des petites et moyennes entreprises (PME), de la précarisation de l'emploi et de l'activité des plate-formes, y compris diverses formes de pseudo-travail indépendant. La période de confinement au début de la pandémie de Covid a accéléré la montée du travail à domicile et du télétravail, ce qui peut rendre plus difficile l'organisation des travailleurs qui n'ont pas de lieu de travail identifiable.

« Troublemakers at Work » est l'une des nombreuses initiatives lancées par des syndicats et des organisations de gauche qui cherchent à encourager la syndicalisation et le militantisme de base. Troublemakers at Work repose sur le principe que les membres sont le syndicat, s'opposant ainsi aux modèles de syndicalisme axés sur la prestation de services.

Cette conférence est également un espace de discussion sur les moyens de résister à la bureaucratisation des syndicats. Plus de 100 militant.e.s ont participé à cette troisième conférence « Troublemakers at Work », qui s'est tenue à Manchester le samedi 27 juillet 2025.

Comme l'a déclaré un participant : « J'ai beaucoup apprécié cette conférence, que j'ai trouvée très utile et bien pensée. Elle a vraiment tenu ses promesses : ce sont les participant.e.s qui ont pu s'exprimer, et non pas des experts qui ont déversé leur savoir depuis une tribune. »

Relier les luttes économiques et sociales

La séance plénière d'ouverture a été marquée par les discours de travailleurs en lutte, notamment un interne en médecine au deuxième jour d'une grève qui en a compté cinq, un éboueur de Birmingham au lendemain du succès du deuxième méga-piquet de grève ; Jenny Black, employée municipale et membre de Unison NEC, a principalement parlé des attaques contre les personnes transgenres au travail et plus largement. Sally Heier, de Troublemakers,

qui présidait la session, a fortement insisté sur le lien entre la nécessité de lutter pour les conditions de travail et les salaires et la lutte plus large pour la justice sociale, que ce soit contre le racisme ou en faveur du peuple palestinien.

Il y a ensuite eu de courtes réunions par secteur d'activité pour permettre aux activistes de rencontrer et de nouer des contacts avec d'autres travailleurs de leur secteur, tandis qu'à l'heure du déjeuner, des réunions par syndicat ont permis aux participant.e.s de rencontrer des membres de leur propre syndicat. Certaines des principales conclusions de ces ateliers, et même de certains autres, ont porté sur la manière de renforcer la coopération entre les syndicats dans la lutte contre l'austérité et contre l'accélération du rythme de travail, et sur la manière de faire face aux bureaucraties syndicales régionales et nationales qui entravent plutôt que facilitent les actions syndicales.

L'atelier intitulé « Lutter pour l'égalité en période de « guerre contre le wokisme » a été le plus fréquenté de la journée. La première partie a permis aux participant.e.s d'écouter Andy Cunningham, un militant de Chorley, dans le Lancashire, où Reform a surpris tout le monde en remportant la majorité au conseil du Comté en mai. Andy a exposé la stratégie de la section locale du Syndicat national de l'éducation et de l'union locale des syndicats, ainsi que quelques-unes des difficultés liées à l'attitude d'autres syndicats locaux qui ont choisi une démarche plus partenariale. Il s'agit là de questions importantes auxquelles tous les syndicalistes actifs doivent se confronter, quelle que soit pour l'instant notre situation au niveau local.

La deuxième partie de l'atelier, comme cela avait été indiqué dans les documents de présentation, a été organisée en petits groupes pour discuter d'une étude de cas. Cette façon de procéder a constitué un moyen efficace de s'assurer que tout le monde ait la possibilité de s'exprimer, même si certain.e.s avaient inévitablement plus à dire que d'autres. Une autre question qui a été soulevée dans mon groupe de sept personnes est que nous étions membres du même syndicat, à l'exception de deux d'entre nous, et cela a engendré une tendance, surtout chez les plus jeunes, à supposer que les mêmes règles et structures s'appliquent partout, ce qui n'est certainement pas le cas.

Défendre l'égalité et les services publics : résister à l'extrême droite à l'échelle internationale

Une question qui a certainement intéressé un grand nombre de participant.e.s à la conférence (et au-delà) est celle de savoir comment le mouvement syndical américain arrive à se maintenir et à s'organiser dans un contexte de montée du fascisme aux États-Unis. Eileen, employée du gouvernement fédéral américain, a évoqué les attaques contre le secteur public, l'égalité et la diversité aux États-Unis. Eileen travaille dans le domaine de la protection des consommateurs. Pour bien faire ce genre de travail, il faut être sensible aux divers besoins et à la diversité des situations vécues par les personnes avec lesquelles on est en contact.

Cette séance se révéla particulièrement encourageante, car elle montrait clairement que les syndicats américains sont toujours présents et continuent de s'organiser malgré les traumatismes causés par les attaques dont ils ont été victimes. Aux États-Unis, les fonctionnaires fédéraux ont été légalement privés du droit de grève par Reagan lorsque le Professional Air Traffic Controllers Organization (PATCO) a fait grève en 1981. Mais ils ont mis en place un mode d'action exemplaire, les « piquets d'information » : des séances au cours desquelles les militants syndicaux informent le public de la valeur de leur travail et des

raisons pour lesquelles les emplois dans le service public sont nécessaires. Cette démarche est menée avec finesse, en sachant reconnaître que les services publics ne fonctionnent pas toujours parfaitement pour tout le monde et doivent être améliorés.

Pour les fonctionnaires fédéraux américains, défendre les services publics est une priorité syndicale majeure, dans un contexte où le gouvernement fédéral tente de supprimer des emplois dans la fonction publique. Cela implique à la fois d'expliquer au public ce que les organismes de réglementation et autres agences fédérales lui apportent tout en reconnaissant que les services rendus ne sont souvent pas satisfaisants et que les choses pourraient être améliorées.

La présentation d'Eileen a également montré clairement à quel point la défense des services publics et celle des principes d'égalité et de diversité se recoupent. Grâce au mouvement des droits civiques, au mouvement de libération des femmes et à des décennies de discrimination positive, les principes d'égalité, d'inclusion et de respect de la diversité sont profondément ancrés dans la culture institutionnelle de nombreuses organisations. Dire aux travailleurs des services publics qu'ils ne doivent pas accorder d'attention à l'EDI (égalité, diversité et inclusion) revient à leur dire qu'ils ne pourront pas faire leur travail correctement.

Au cours de cette séance, des informations épouvantables ont également été présentées concernant le travail de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement), l'agence américaine chargée de l'immigration et des douanes, et sur le fait que des centres de détention pour immigrants illégaux se trouvent dans des bâtiments gouvernementaux. Les médias grand public ont surtout parlé des attaques et de la résistance à Los Angeles, où vivent et travaillent un grand nombre de personnes originaires des Caraïbes, notamment comme ouvriers agricoles. Eileen a souligné que l'ICE procède également à des rafles à New York, et sans doute dans tout le pays. Cela crée un environnement de travail très menaçant pour les employé.e.s du gouvernement fédéral qui sont parfois victimes de harcèlement de la part des agents de l'immigration sur leur lieu de travail. Cela nous rappelle que les travailleur.euse.s américain.e.s ont besoin de la solidarité du mouvement syndical international.

Un nouveau parti de gauche ?

Cette question a été au cœur de nombreuses discussions lors de la conférence « Troublemakers at Work », sans toutefois dominer les débats. Quelle que soit l'évolution et l'orientation d'un nouveau parti de gauche, les travailleurs ont besoin de syndicats forts et efficaces. Pour un grand nombre des participant.e.s à la conférence, c'est la résistance aux mesures d'austérité du gouvernement travailliste qui constitue le contexte principal de leur travail. Bien entendu, on peut escompter qu'un nouveau parti de gauche fera campagne pour l'abrogation de toutes les lois antisyndicales et pour instaurer un cadre positif en matière de droits du travail.

Ce qui est tout aussi important, c'est que ses parlementaires et autres responsables soient prêts à participer à des piquets de grève et à soutenir les travailleurs en lutte. En d'autres termes, le nouveau parti de gauche doit avoir une conception de la politique qui ne se limite pas à disputer et à remporter des élections législatives et municipales.

Perspectives

Entre ses conférences de 2024 et 2025, « Troublemakers at Work » a organisé plusieurs réunions en ligne en soirée sur des thèmes tels que la semaine de quatre jours et le soutien aux travailleurs en lutte, et il est probable que cette tendance se poursuivra au cours de l'année à venir, à condition que suffisamment de militant.e.s s'investissent dans ce travail. La question plus importante est toutefois de savoir si le principe des conférences nationales annuelles doit être maintenu ou non. Certain.e.s d'entre nous pensent que des événements régionaux pourraient attirer plus de monde qu'une nouvelle réunion nationale, mais cela soulève également la question des ressources et de la nature exacte des relations entre les structures nationales, locales et même syndicales spécifiques. Une réunion de bilan de la conférence, qui se tiendra le 6 août, commencera à examiner certaines de ces questions.

Liz Lawrence, Terry Conway

P.-S.

- Traduit pour ESSF par Pierre Vandevoorde avec l'aide de DeepLpro.